



Note régionale sur le financement climatique : Afrique subsaharienne

Marigold Norman, Sam Barnard, Smita Nakhooda,
Alice Caravani, ODI et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux **7**
du financement
climatique

DÉCEMBRE 2015

L'Afrique subsaharienne est la région la moins responsable en matière de changements climatiques, et la plus vulnérable à leurs effets. Une multitude d'acteurs travaille à l'octroi de financements climat pour la région, tant pour appuyer son développement bas carbone que pour l'aider à s'adapter aux impacts déjà ressentis. Le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), administré par la Banque Mondiale, et le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (FPMA) sont les deux principaux bailleurs dans la région. Les données de CFU révèlent que depuis 2003, 2,67 milliard US\$ ont été octroyés à 458 projets et programmes mis en œuvre en Afrique subsaharienne. Seulement 43% des financements octroyés sont dédiés aux mesures d'adaptation, ce qui est sensiblement inférieur aux 50 milliards US\$ annuels qui sont estimés nécessaires pour financer en Afrique les seuls besoins d'adaptation dans l'hypothèse d'un réchauffement de deux degrés centigrades d'ici 2050. Les financements d'attribution publique continuent de jouer un rôle crucial, en particulier pour les mesures d'adaptation, afin de veiller à ce que les actions climatiques garantissent de multiples bienfaits adaptés à l'égalité des sexes pour les pays et les groupes de populations les plus vulnérables.

Les enjeux

Bien que l'Afrique subsaharienne ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions annuelles de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire, elle demeure la plus exposée aux effets dangereux des changements climatiques qui sont déjà, pour certains, une réalité. Le lien entre les changements climatiques, la production alimentaire, le prix des denrées et les conditions météorologiques extrêmes est très préoccupant. Ces éléments, qui font peser une menace sur la sécurité alimentaire, pourraient aussi contribuer à déstabiliser un peu plus le tissu politique, social et économique de beaucoup d'États dans la région.

Les volumes actuels de financements climat destinés à l'Afrique subsaharienne ne suffiront probablement pas à répondre à ses besoins connus en matière de financements de l'adaptation, estimés par l'UNEP à 50 milliards US\$ par an jusqu'en 2050 dans un scénario de réchauffement de deux degrés centigrade et qui pourrait atteindre près de 100 milliards US\$ à des niveaux de réchauffement non atténués actuels (PNUE, 2015). Le soutien apporté aux populations les plus démunies - et en conséquence, les plus vulnérables - de la région, reste limité. Les investissements sont fortement freinés par le coût de transaction élevé des petits projets qui sont souvent les plus utiles dans les zones les plus pauvres, et la difficulté de concevoir et de mettre en œuvre

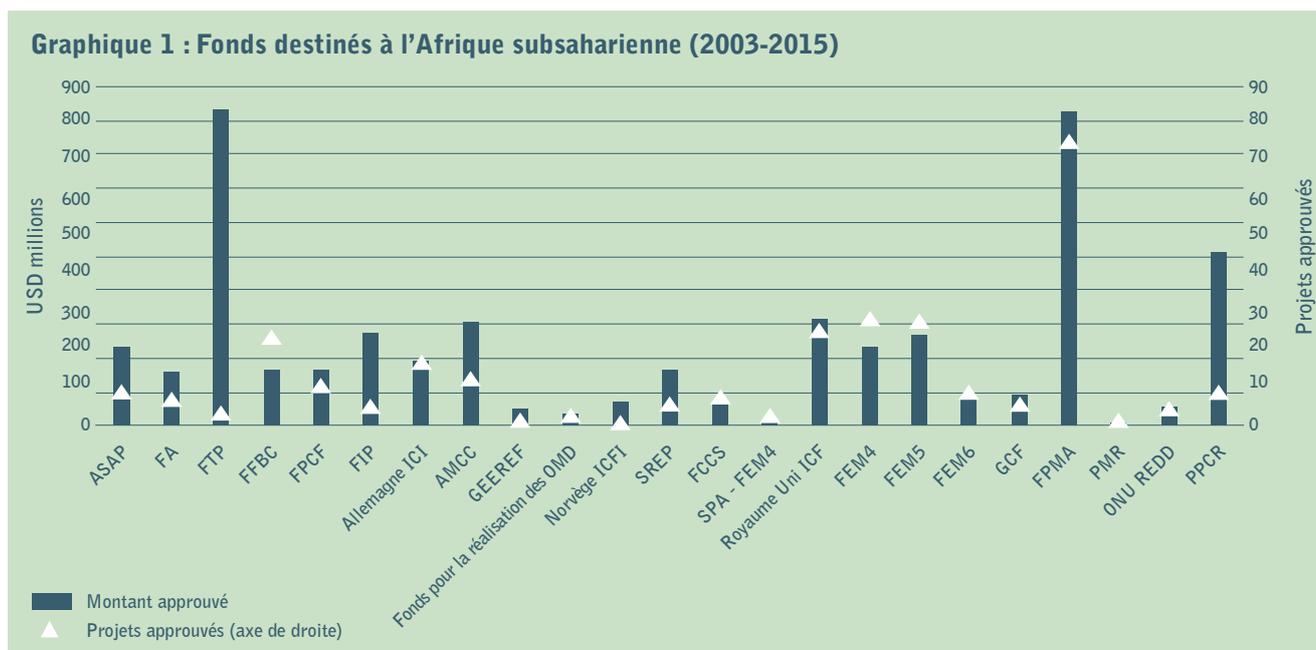
des programmes financièrement viables et repliables. Les subventions publiques continueront de jouer un rôle crucial dans la réalisation des co-bénéfices environnementaux, développementaux et sociaux et l'égalité des sexes des actions climatiques devant être réalisés dans la région, en particulier pour les mesures visant l'adaptation.

Origine des financements

Vingt fonds multilatéraux sont actifs dans la région (voir le tableau 1). Le FTP est le principal contributeur, avec 466 millions \$ approuvés au total, pour quatre gros projets en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, principalement en Afrique du Sud. Le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) qui met en œuvre des activités d'adaptation urgentes et prioritaires par les PMA au titre des programmes nationaux d'action d'adaptation (PANA), est susceptible de dépasser le FCT avec 462,1 millions US\$ approuvé à travers 117 projets. Les initiatives bilatérales de l'Allemagne (IIC- Initiative Internationale pour le Climat), de la Norvège (IICF- Initiative Internationale pour le Climat et la Forêt) et du Royaume Uni (FIC- Fonds International pour le Climat) ont toutes investi en Afrique subsaharienne. L'IIC allemande représente la plus grande source de financement bilatéral avec 158 millions US\$ pour 39 projets.

Tableau 1 : Fonds destinés à l’Afrique subsaharienne (2003-2015)

Fonds	Montant approuvé (en millions US\$)	Projets approuvés
ASAP	117.0	14
FA	79.8	11
FTP	466.08	5
FFBC	83.11	37
FCPF-RF	84.6	17
FIP	136.0	19
FEM 4 (and SPA)	124.2	48
FEM 5	132.7	43
FEM 6	40.02	14
Initiative allemande (IICF)	98.1	26
AMCC	155.2	19
GEEREF	26.96	2
FPMA	462.1	117
Fonds OMD	20	4
Initiative norvégienne (IIFC)	36.49	1
PPCR	257.50	14
SREP	81.5	9
FPMA	32.0	12
Initiative britannique (FIC)	158.0	39
UN-REDD	29.17	7

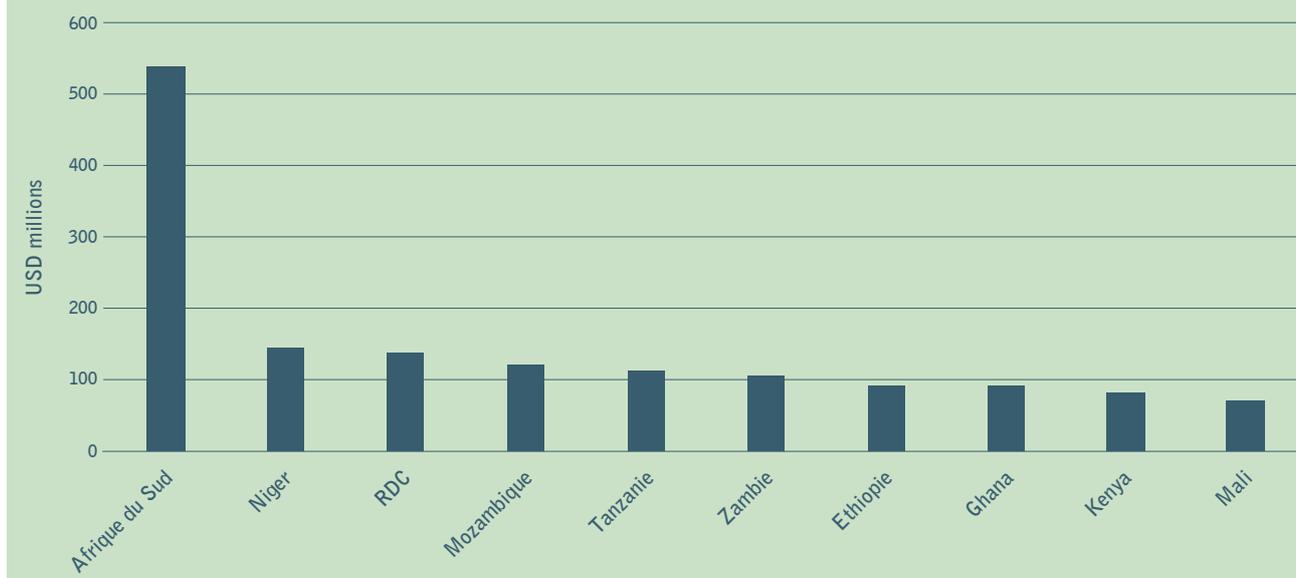


Destinataires des fonds

Destinataire de plus de 20 % des fonds octroyés depuis 2003 en Afrique subsaharienne, L’Afrique du Sud est le premier bénéficiaire des financements climat (voir le graphique 2). Une grande partie de ces fonds a bénéficié au projet d’Eskom sur les énergies renouvelables mis en œuvre par le FTP. Si chacun des 44 pays de la région, à l’exception de quelques pays, a reçu des financements climat, les montants restent très modestes. Les financements ciblent principalement des projets menés à l’échelle nationale, 215 millions US\$ ont été octroyés pour 30 projets régionaux. Le pourcentage élevé de financement pour les projets régionaux reflète l’approche bilatérale des contributeurs tels que l’Allemagne ou le Royaume-Uni ainsi que les institutions multilatérales telles que le FEM pour soutenir des objectifs similaires de changements climatiques dans plusieurs pays. En outre, le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC) a eu tendance

à soutenir les projets qui visent à réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans plusieurs des pays du bassin du Congo, bien que l’année 2015 a vu la réduction progressive de la FFBC et l’annonce d’une nouvelle Initiative pour les forêts d’Afrique centrale qui offrira des financements sur résultats dans la région. Le montant approuvé pour les 25 plus grands projets varie de 15.8 US\$ pour un projet côtier de villes résilientes au Mozambique à 350 millions US\$ dans le cas du projet d’énergies renouvelables solaires et éoliennes combinées à travers la compagnie d’électricité nationale sud-africaine Eskom. Les projets à échelle restreinte perçoivent en moyenne seulement 3,36 millions US\$. Bien qu’apportant de véritables contributions à l’amélioration de la vie et aux moyens de subsistance des personnes durement touchés, ces petits projets ne sont pas susceptibles d’exercer un impact majeur en l’absence de financements additionnels et intégrés bien plus importants.

Graphique 2 : Dix principaux bénéficiaires des financements octroyés (2003-2015)



Type de projets financés

Le graphique 3 et le tableau 2 montrent que 51 % des financements climat en Afrique subsaharienne sont alloués aux activités d'atténuation et au REDD+. Un examen plus approfondi des données de CFU montre que ces financements d'atténuation se concentrent plus particulièrement sur quelques pays seulement, au détriment d'opportunités de développement à bas carbone des autres pays de la région. De plus, s'il est - de toute évidence - important d'aider les pays en développement à intégrer l'atténuation dans leurs stratégies de développement, l'extrême vulnérabilité de nombreux pays d'Afrique subsaharienne aux effets climatiques implique de donner la priorité à l'adaptation. Toutefois, selon les données de CFU, les projets d'adaptation ont reçu 44 % seulement des financements octroyés depuis 2003. L'équilibre entre adaptation et atténuation s'améliore, il faudra continuer à prioriser l'adaptation en Afrique subsaharienne.

Le Fonds vert pour le climat (GCF) est susceptible de soutenir ceci avec un engagement de concentrer 50% de ses financements sur des projets d'adaptation au changement climatique. Le fonds est déjà devenu opérationnel et a commencé à approuver des projets dans la région en 2015 pour plus de 47,2 millions de US\$. Sur ce montant, 2,5 millions US\$ ont soutenu des efforts de préparation avec environ 20 millions d'US\$ pour l'adaptation et des efforts de résilience visant à élargir l'information climatique et des systèmes d'alerte précoce au Malawi ainsi que restaurer les terres salinisées pour les communautés au Sénégal. En outre, le GCF a également approuvé un investissement de 20 millions US\$ sur capitaux propres à un projet régional d'atténuation: le Fonds Ventures KawiSafi qui prévoit de lever 100 millions US\$ pour investir dans les petites entreprises solaires hors réseau en Afrique orientale, en commençant au Rwanda et au Kenya.

A l'heure actuelle, le plus grand projet approuvé en 2010 et en cours de réalisation en Afrique subsaharienne est le *Programme d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom*, en Afrique du Sud, pour un montant de 350

Encadré 1: le financement climatique en Afrique subsaharienne dans les pays les moins développés

Les pays les moins avancés (PMA) sont quelques-uns des pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Un certain nombre des PMA d'Afrique subsaharienne sont également des États fragiles et touchés par des conflits rendant les dépenses plus complexes et peuvent souvent nécessiter des solutions spécifiques au contexte. Les fonds multilatéraux sur le climat ont eu tendance à concentrer le financement dans les PMA au sein de la région d'Afrique subsaharienne. Depuis 2003, 33 PMA au moins ont été soutenus avec plus de 1,6 milliards US\$, ce qui représente 60% du financement global approuvé pour la région. La Tanzanie, le Niger, le Rwanda et la RDC sont les principaux PMA bénéficiaires, chacun devrait recevoir plus de 100 millions US\$ pour des projets approuvés.

L'agriculture est le secteur le plus financé dans les PMA de l'Afrique subsaharienne, avec 350 millions US\$ d'approbations de projets en cours dans ce secteur et, comme prévu, les dépenses d'adaptation sont cinq fois supérieures à celle de l'atténuation. Alors que le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) a fourni aux PMA de l'Afrique subsaharienne la plus grande quantité de financements, les projets du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) ont été le plus grand en volume; soutenant le Niger, la Zambie et le Mozambique.

Les approbations de 2015 sur des projets initiaux du Fonds vert pour le climat (GCF) comprend deux projets d'adaptation en Afrique subsaharienne, au Malawi et au Sénégal (ensemble totalisant 20 millions US\$ en co-financement GCF). Avec 50% de financements approuvés consacrés à des projets d'adaptation, dont la moitié devrait aller aux PMA, PEID et États Africains, le Fonds vert pour le climat est susceptible d'être une source supplémentaire importante du financement climatique en Afrique subsaharienne et dans les PMA d'une façon générale.

Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2015)



millions \$, par le biais du FTP. Il vise à favoriser le développement à grande échelle de l'énergie solaire à concentration et de l'énergie éolienne. Le plus grand projet d'adaptation en Afrique subsaharienne est le *projet d'action communautaire pour la résilience climatique au Niger*, approuvé en 2011. L'objectif principal de ce projet est d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales en renforçant la résilience des systèmes agricoles à la variabilité et aux changements climatiques.

Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2015)

Thème	Montant approuvé (millions \$)	Projets approuvés
Adaptation	1028.6	204
Atténuation	923.4	116
REDD	380.5	83
Domaines multiples	122.7	52

Références et liens utiles

Site web de Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2015)

EACC (2010): 'The Economics of Adaptation to Climate Change' – Banque mondiale

Norman, M (2015). Food and livelihoods in a changing climate: the role of climate finance for agriculture. ODI, London, UK.

UNEP (2015). Africa's Adaptation Gap 2: Bridging the Gap – Mobilising Sources. UNEP, Nairobi, Kenya.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512